

Ce profil a pour but d'offrir aux membres du SCFP des renseignements de base sur le secteur dans lequel ils travaillent, et ce, dans une perspective nationale. Vous trouverez tous nos profils sectoriels et de plus amples renseignements sur le site scfp.ca.

Les 22 600 employés de bibliothèque membres du SCFP fournissent des services de première ligne à travers tout le pays. Parmi eux, 12 768 sont membres d'une des 119 sections locales regroupant les employés des bibliothèques publiques. Les autres appartiennent à des sections locales d'autres secteurs (municipalités, universités, collèges et écoles).

Le SCFP représente la majorité des employés de bibliothèque syndiqués au Canada.

Les membres sont surtout bibliothécaires, commis de bibliothèque et techniciens-archivistes. Ce sont des femmes en très grande majorité (85 pour cent). Douze pour cent des membres sont des personnes racisées.

LA BIBLIOTHÈQUE, UN CARREFOUR COMMUNAUTAIRE

La bibliothèque fait office de carrefour communautaire. Ses salles de réunion servent aux organismes communautaires. Son personnel anime des activités éducatives et des clubs de lecture. Ses ordinateurs publics sont très populaires. Les bibliothèques publiques du pays accueillent 100 millions de visiteurs et prêtent 2,1 millions de livres par année. Près des deux tiers des Canadiens ont une carte de bibliothèque.

Les bibliothèques sont les seules institutions publiques à fournir un accès gratuit à Internet. Leurs quelque 8500 ordinateurs servent 18 millions de fois par an. Les bibliothèques offrent des services aux aînés, de l'aide à l'emploi, des cours de langues et d'alphabétisation, ainsi que de l'aide à la préparation de l'examen pour l'obtention de la citoyenneté.

FINANCEMENT

Les bibliothèques sont financées par les gouvernement fédéral, provinciaux et municipaux. Les municipalités

sont les principaux bailleurs de fonds, avec des investissements plus importants que le fédéral et les provinces mis ensemble. Le fédéral finance uniquement les bibliothèques nationales. Les provinces et les territoires financent les bibliothèques publiques, scolaires, universitaires et collégiales.

Le financement fédéral a varié beaucoup au fil des ans. Il a été sévèrement réduit depuis une dizaine d'années. Le fédéral a coupé de beaucoup la main-d'œuvre, en plus de fermer plusieurs bibliothèques de ministères. Ces fermetures ont signé la fin des prêts entre bibliothèques à partir des collections, en plus de menacer la survie de documents irremplaçables et d'entraîner le départ de chercheurs expérimentés.

Les budgets provinciaux et municipaux sont gravement menacés. En 2019, le gouvernement ontarien a coupé de moitié le budget de Service des bibliothèques de l'Ontario – Nord (représenté par le SCFP 4705) et de son homologue, le Service des bibliothèques de l'Ontario – Sud (représenté par le SCFP 3604). Ces compressions ont entraîné des licenciements, en plus de réduire l'accès aux documents, de perturber le système de prêts inter-bibliothèques et d'affecter négativement plusieurs communautés éloignées, rurales et autochtones.

En 2018, le réseau de bibliothèques de Longueuil, au Québec, a subi des compressions budgétaires telles qu'il a fallu couper dans le personnel. En outre, l'employeur a décidé de ne pas remplacer les employés en congé. Ces travailleurs sont représentés par le SCFP 306.

En 2017, le SCFP a organisé les plus grandes journées d'action de l'histoire récente de la Saskatchewan pour réagir aux compressions

annoncées dans le budget provincial. Nous avons mobilisé jusqu'à 7000 personnes pour des « manifestations-lectures » dans plus de 70 communautés sous le slogan *Save SK Libraries* (Sauvons les bibliothèques de la Saskatchewan). Des centaines de syndiqués du SCFP et d'autres membres de la communauté ont contacté leur député par lettre, par téléphone ou en personne. Nous avons fait signer des milliers de pétitions. Nous avons aussi inondé les journaux et les stations de radio d'appels à sauver les bibliothèques. Sous la pression, le gouvernement de la Saskatchewan a annoncé qu'il annulerait complètement les compressions budgétaires de 4,8 millions de dollars.

En 2016, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador annonçait son intention de fermer 54 bibliothèques, mesure qui lui permettrait d'économiser moins d'un million de dollars. Près de 60 femmes vivant en milieu rural auraient perdu leur emploi. Le SCFP 2329, qui représente les travailleurs de bibliothèques de la province, a combattu cette décision. Le gouvernement a fini par faire marche arrière.

À Toronto aussi, le budget des bibliothèques a été gravement menacé. La ville a essayé de réduire l'enveloppe de dix pour cent, mais la campagne de riposte de la section locale 4948 a permis de réduire la portée des compressions et même d'obtenir une majoration budgétaire.

Enjeux

SANTÉ ET SÉCURITÉ : LA COVID-19

Partout au pays, les bibliothèques ont rouvert, souvent avec des services limités, après avoir été fermées pendant plusieurs mois en raison de la COVID-19. On peut s'attendre à ce que les restrictions de la santé publique persistent encore plusieurs mois. Les mesures de distanciation, le lavage fréquent des mains et le port du masque

sont devenus la norme, tout comme une demande accrue pour les services numériques (livres électroniques, commandes et réservations en ligne, programmes virtuels). Pour mieux contrôler la circulation dans les établissements, on a désigné des entrées et des sorties à sens unique.

Certaines bibliothèques permettent aux usagers de rapporter leurs documents, tandis que d'autres ont suspendu les retours pour l'instant. Celles qui le permettent placent les documents retournés en quarantaine.

Dans plusieurs bibliothèques, le personnel doit maintenant nettoyer et désinfecter les couvertures des livres, les comptoirs, les ordinateurs et les poignées de porte. L'employeur devrait fournir une formation sur les produits de nettoyage et de désinfection utilisés sur le lieu de travail, l'utilisation des nettoyeurs et des désinfectants, l'utilisation de l'équipement de protection personnel (EPI), la mise au rebut des produits et articles de nettoyage et de désinfection et l'ensemble des mesures de précaution.

SANTÉ ET SÉCURITÉ : DANGERS ET VIOLENCE EN MILIEU DE TRAVAIL

La santé et la sécurité au travail demeurent préoccupantes. Un sondage du SCFP-Colombie-Britannique mené auprès de plus de 500 employés de bibliothèque a permis d'apprendre que ceux-ci sont témoins de menaces verbales, d'usagers en état d'ébriété, de consommation de drogues, de vols et de consultation de matériel explicite. Ils doivent intervenir dans bon nombre de cas. Plus de 65 pour cent des répondants affirment être exposés à des risques biologiques, comme des excréments, de l'urine, des seringues usagées et des punaises de lit.

Les bibliothèques publiques servent de havre de paix pour les personnes souffrant de maladie mentale, les toxicomanes et les sans-abris. Les employés doivent intervenir quotidiennement auprès de personnes vulnérables et marginalisées. Ils doivent accomplir

des tâches plus communément associées au travail social, alors qu'ils ont souvent très peu ou pas de formation dans la résolution de conflit. Il arrive que la situation se détériore et que l'employé subisse de la violence physique ou verbale et du harcèlement. Pour en savoir plus, consultez la nouvelle fiche d'information du SCFP intitulée *Comment prévenir la violence dans nos bibliothèques*.

Les employés de bibliothèques courent aussi des risques de blessures au dos et de microtraumatismes répétés à force de soulever des livres, des boîtes et des sacs. De plus, plusieurs bibliothèques sont situées dans des bâtiments âgés ou mal entretenus. L'air y est souvent de mauvaise qualité. On y trouve des moisissures, de l'amiante et des gaz dégagés par la décomposition des microfilms et des films.

SANTÉ ET SÉCURITÉ : LA CRISE DES OPIOÏDES

Devrait-on attendre d'un employé de bibliothèque qu'il sache administrer de la Naloxone à une personne semblant être en surdose? De nombreux employés et gestionnaires de bibliothèques débattent de cette question depuis quelques années. La Naloxone, aussi appelée Narcan, est un médicament qui bloque les effets des opioïdes. Elle sauve des vies. Plusieurs bibliothèques publiques, surtout dans les grandes villes, se sont retrouvées en première ligne de la crise des opioïdes. Certaines proposent à leurs employés une formation facultative sur la Naloxone; d'autres équipent leurs agents de sécurité de ce médicament. Les employeurs devraient offrir une formation sur son utilisation, mais la participation doit rester volontaire. En outre, les employeurs devraient soutenir les employés qui ont vécu ou été témoins d'événements traumatisants au travail.

LA MONTÉE DU TRAVAIL PRÉCAIRE

Selon le Sondage national de 2017 sur la précarité d'emploi auprès des travailleurs de bibliothèque du SCFP, un fort pourcentage des syndiqués occupent

un poste précaire, c'est-à-dire à temps partiel, temporaire, occasionnel ou à contrat. Ces postes non permanents offrent moins d'heures de travail à temps plein et moins d'avantages sociaux (quand il y en a), comme des assurances collectives ou un régime de retraite.

Le sondage révèle que 53 pour cent des employés de bibliothèque membres du SCFP occupent un poste précaire ou sont vulnérables à la précarité. Les travailleurs qui occupent un emploi précaire ont tendance à travailler moins qu'un horaire à plein temps, à gagner moins de 40 000 dollars par an, à occuper plus d'un emploi et à travailler comme commis de bibliothèque ou aide-bibliothécaire

Beaucoup d'employés à temps partiel doivent cumuler plus d'un emploi pour boucler leurs fins de mois et ont de la difficulté à assurer un sain équilibre entre le travail et la vie personnelle.

PRIVATISATION ET RÉORGANISATION

La privatisation affecte les bibliothèques de diverses manières. La sous-traitance des services bibliographiques (commande, traitement, matériel de catalogage, technologie) est une menace courante.

L'enregistrement des prêts et des retours en mode libre-service est également répandu. Il entraîne la perte de postes et l'érosion d'une culture du service de première ligne appréciée de la clientèle. Les entrepreneurs privés, elles, ont tendance à tourner les coins ronds, à réduire le personnel et à exercer une pression à la baisse sur les salaires et les avantages sociaux.

Les partenariats public-privé (PPP) représentent une menace récente. En 2015, la Ville d'Ottawa a envisagé la réalisation de la nouvelle succursale principale de la Bibliothèque publique d'Ottawa en PPP. Le SCFP 503 a réussi à faire campagne pour la contraindre à abandonner ce projet en faveur de l'installation de la nouvelle bibliothèque et de Bibliothèque et Archives Canada dans un nouveau

développement près du centre-ville. La nouvelle bibliothèque publique d'Ottawa devrait ouvrir ses portes en 2024.

La ville a fini par abandonner cette idée au profit de l'installation de la succursale et de Bibliothèque et Archives Canada, dans un nouveau projet de développement près du centre-ville. Cette « super-bibliothèque », comme on l'appelle, devrait ouvrir ses portes en 2024.

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES : BIBLIOTHÈQUES SANS PERSONNEL, ENREGISTREMENT LIBRE-SERVICE, RFID

La bibliothèque sans personnel fait maintenant partie du paysage du plus gros réseau bibliothécaire public canadien. D'abord conçu comme un projet pilote, ce modèle a été adopté de manière permanente dans deux succursales de la Bibliothèque publique de Toronto. Une bibliothèque sans personnel n'a pas d'employés sur place pendant les heures d'ouverture sortant de l'horaire normal. Ce modèle entraîne des pertes d'emplois, une réduction de nombre de programmes offerts aux usagers, un accès réduit pour les communautés vulnérables et un accroissement des risques de sécurité publique. On trouve aussi de ces bibliothèques à Hamilton et à Calgary.

L'enregistrement en libre-service est un autre outil servant à réduire les coûts de fonctionnement. Il a entraîné de nombreuses mises à pied. Selon un rapport interne présenté en 2014 à la Commission de la Bibliothèque publique de Toronto, cette technologie a éliminé 81 emplois à plein temps.

Enfin, l'identification par radiofréquence (RFID) menace la sécurité d'emploi des travailleurs de bibliothèques, puisqu'elle permet aux usagers d'enregistrer et de retourner leurs documents sans l'aide d'un employé. La RFID consiste en une puce électronique qui se substitue au code-barres. Elle sert à identifier et retracer les livres, DVD, CD et

autres documents. À l'origine, les directions de bibliothèques présentaient cette technologie comme un outil qui aiderait le personnel, mais elles s'en servent de plus en plus pour couper des postes.

LE RECOURS AUX BÉNÉVOLES

Les employés de bibliothèque s'inquiètent du recours à des bénévoles. Les employeurs utilisent ceux-ci pour diminuer leurs coûts de main-d'œuvre et éviter d'ajouter des postes rémunérés. Les travailleuses sont particulièrement touchées, puisque, règle générale, les bénévoles donnent de leur temps dans des secteurs à prédominance féminine (comme les bibliothèques). Cela dit, le problème ne réside pas dans les bénévoles, mais dans le fait que les employeurs choisissent d'utiliser ceux-ci de manière à vicier le climat de travail. Pour en savoir plus, consultez la nouvelle fiche d'information du SCFP intitulée *Le recours aux bénévoles dans le secteur bibliothécaire du SCFP*.

SERVICES AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Dans les petites communautés autochtones rurales et isolées, les services bibliothécaires sont médiocres ou font complètement défaut. De nombreuses communautés n'ont pas accès à une bibliothèque publique adéquatement financée, particulièrement dans les réserves ou en région éloignée. Le manque de matériel publié dans les langues autochtones contribue au déficit général de ressources. Des groupes de revendication exhortent les gouvernements à accroître leurs budgets.

Négociations

La plupart des sections locales du secteur des bibliothèques négocient directement avec l'employeur. Dans certaines régions, la stratégie de négociation inclut une section locale éclairceuse ou la coordination limitée. Les hausses salariales négociées demeurent très modestes, soit deux pour cent ou moins.

Les sections locales du secteur ont fait des gains significatifs ces deux dernières années. Le SCFP 4948 (Syndicat des employés de la Bibliothèque publique de Toronto) a obtenu un article révolutionnaire sur les droits de la personne. La nouvelle convention collective de cinq ans accorde un congé payé de deux semaines pour soins en réassignation de genre et la même chose pour les victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle.

Les sections locales ont obtenu d'autres améliorations, notamment en matière d'équité salariale, de précarité, de santé-sécurité, d'ancienneté, de harcèlement et de violence. Elles ont négocié des congés payés pour les travailleurs occasionnels, l'inclusion des partenaires de même sexe dans les assurances collectives, des améliorations pour les employés à l'essai et l'augmentation des horaires de travail garantis.

En négociation, les employeurs ont réclamé des concessions aux salaires et aux congés payés. Les travailleurs des commissions de bibliothèques publiques sont moins susceptibles d'avoir des congés payés que les autres travailleurs. Dans au moins un cas, l'employeur voulait remplacer le personnel rémunéré par des étudiants bénévoles.

Sur une note plus positive, les travailleurs municipaux et de bibliothèques de la Colombie-Britannique ont fait équipe pour accroître leur pouvoir à la table des négociations. Une campagne couvrant la région de la Côte Sud a réuni 24 sections locales municipales et bibliothécaires totalisant 22 000 membres. Cette campagne lancée en 2018 utilise la sensibilisation populaire, la négociation coordonnée, l'organisation interne et la formation de dirigeants locaux.

Régimes de retraite

Selon les dernières données sur les membres des sections locales du SCFP représentant seulement des employés des bibliothèques publiques, 92 pour cent de ces membres ont accès à un régime de retraite

enregistré, à prestations déterminées dans la plupart des cas, généralement par le biais d'un régime municipal.

La plupart des travailleurs à temps partiel et occasionnels sont exclus des régimes de retraite au travail ou sont tenus de satisfaire à des règles d'admissibilité élevées. Cela touche particulièrement les travailleurs des petits conseils de bibliothèques, composés principalement d'une main-d'œuvre à temps partiel.

Alliés

Le SCFP a tissé des liens créatifs avec des alliés afin de promouvoir et protéger les bibliothèques. À Terre-Neuve-et-Labrador, il a participé à un projet pilote d'alphabétisation en bas âge impliquant le gouvernement et des organismes communautaires. Les membres de la section locale 2329 ont animé 12 séances.

À Toronto, la section locale 4948 fait énormément de sensibilisation populaire. Ces dernières années, elle anime un kiosque à la foire nationale du livre et de l'alphabétisation *Word on the Street*, pour parler de sa lutte contre les compressions avec les 250 000 visiteurs qui participent à cet événement. Son camion à crème glacée est aussi très populaire; les bénéfices sont versés à la campagne 2020 de Centraide, au nom de tous les employés des bibliothèques publiques de Toronto.

Les membres et le personnel du SCFP participent à plusieurs congrès annuels à travers le pays, dont ceux des associations des bibliothèques de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et des provinces atlantiques, sans oublier la Fédération canadienne des associations de bibliothèques.